

## Les frères Nelson et la rébellion

par François Hébert

Dans un numéro précédent\*, nous avons publié quelques extraits du *Yesterdays of Brome County*, portant sur la rébellion de 1837-1838.

Nous revenons sur l'histoire des frères Nelson, deux médecins anglophones, épris de démocratie et de justice sociale, qui s'engagèrent aux côtés des Patriotes pour défendre les droits des Canadiens de langue française.

[\*] HPH Volume 6 – Numéro 2 – Automne 2018 | <https://patrimoinepotton.org/appnum/s/HPH/page/tap-62>

Les frères Nelson n'ont pas vécu à Potton et Robert, pas plus que Wolfred, n'était apparemment destiné à devenir un adversaire de la mauvaise administration britannique au Canada. Ils sont d'une famille de loyalistes qui a quitté l'état de New-York après la Révolution américaine. Leur mère était fille d'un riche propriétaire terrien de l'État de New-York, qui avait tout perdu parce qu'il était resté loyal à la Couronne britannique pendant la Révolution américaine. (En 1784, une législation entre en vigueur qui permet à l'État de New York de vendre les terres des loyalistes pour éponger les dettes dues à la Révolution). Leur père a fait ses études à Londres, enseigné à New-York, puis à Montréal où il s'installe après la Révolution américaine.

Ce père éducateur ouvre ensuite une école à Sorel (dont le nom officiel était alors William Henry). C'est là, à l'intérieur des palissades de cet avant-poste britannique à l'embouchure de la rivière Richelieu, que Robert et Wolfred grandissent. La famille vivait près de la résidence d'été du gouverneur et les frères Nelson fréquentaient l'école de leur père, où ils eurent pour compagnons les fils des officiers britanniques. Wolfred et Robert allaient tous les deux devenir médecins.

Leurs destins commenceront à basculer au cours de la guerre de 1812 entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Wolfred, qui a fait son apprentissage au sein de l'armée, est nommé médecin du 5<sup>e</sup> bataillon de la milice incorporée, dont le quartier général se trouve à Saint-Denis sur le Richelieu, où il se trouve être le seul officier de langue anglaise. Il écrira, des années plus tard : « Dans ma jeunesse, j'étais un ardent tory et j'étais porté à détester tout ce qui était catholique et canadien-français, mais une connaissance plus intime de ces gens changea mes vues. » C'est d'ailleurs à Saint-Denis qu'il ouvrira son premier cabinet de médecin après la guerre.

Quant à Robert, qui a étudié la médecine à Montréal, puis à Harvard, il débute la pratique de la médecine comme chirurgien pour l'armée en 1814, vers la fin de la guerre, auprès du Deschambault Corps, puis il est muté au service du Indian Braves Corps. Au retour de la paix, il offre bénévolement ses services aux Mohawks des communautés de Caughnawaga, d'Oka, de Saint-Régis et aux Abénaquis de Saint-François. En 1821 et à nouveau lors de l'épidémie de syphilis de 1826, il tente sans succès auprès du gouverneur Dalhousie d'obtenir le poste de chirurgien attitré des Indiens. Au cours de la guerre de 1812, environ 10,000 autochtones ont perdu la vie

en combattant avec l'armée britannique dans l'espoir d'obtenir des territoires dans l'Ouest américain.

À l'invitation de son frère Wolfred, devenu membre du Parti patriote, Robert fait le saut en politique et est élu député en 1827, aux côtés de Louis-Joseph Papineau. Retiré de la politique en 1830, il commence l'enseignement de la chirurgie et vient en aide aux immigrants malades de la Pointe-Saint-Charles lors de l'épidémie de choléra de 1832<sup>[1]</sup>, année où il est élu président des Amis de la liberté de presse. Il est réélu député aux élections de 1834.

Même s'il ne participe pas au soulèvement de 1837, il est arrêté, comme bien d'autres hommes politiques et citoyens du parti opposé au gouvernement. L'éminent chirurgien, reconnu en Europe comme en Amérique, est indigné et furieux. Relâché, il quitte immédiatement le Bas-Canada et se joint aux patriotes qui s'exilent aux États-Unis. Le 2 janvier 1838, Robert Nelson, ainsi que nombre d'exilés dont Papineau et le curé Chartier, sont à Middlebury (Vermont) pour débattre d'un projet de prise de contrôle militaire du Bas-Canada. Les patriotes présents votèrent pour l'établissement d'un gouvernement provisoire et le lancement d'une attaque à partir des États-Unis. Certains patriotes influents votèrent contre cette option, dont Papineau qui croyait inévitable l'échec d'une invasion effectuée sans l'appui officiel d'une puissance militaire comme les États-Unis ou la France.

Le 28 février 1838, Robert Nelson, qui avait été élevé au rang de général et élu, par les exilés, président de la République du Bas-Canada, campa ses hommes (300 à 400 patriotes bas-canadiens et volontaires américains) à Alburgh, ville frontalière du Vermont baignée par les eaux du lac Champlain. C'est là qu'il proclama l'indépendance du Bas-Canada et distribua des copies de sa

Déclaration d'indépendance. Nelson et sa petite armée furent bientôt arrêtés par l'armée américaine pour violation de la loi de neutralité des États-Unis, mais un jury sympathique à la cause patriote libéra Nelson ainsi que d'autres patriotes.

Les États du nord-est comptaient de nombreux réformateurs, réclamant l'abolition de l'esclavage et de l'emprisonnement pour dettes, l'émancipation de la femme et l'extension de la liberté aux peuples opprimés. Plusieurs de ces réformateurs étaient imprégnés de la ferveur révolutionnaire de 1776. Par ailleurs, des milliers de sans travail rendaient la Banque d'Angleterre responsable de la récession de 1837 et pouvaient être tentés de se venger de la Grande-Bretagne.

Cependant Londres et Washington n'étaient pas disposés à reprendre les hostilités et la loi de neutralité venait d'être renforcée par le Congrès. Elle était terminée, l'époque où les Américains avaient souhaité que les Canadiens, sujets de la Couronne d'Angleterre depuis seulement une quinzaine d'années, se joignent à leur cause. Ils avaient même enlevé Montréal aux Britanniques pendant six mois, en 1775-1776. Benjamin Franklin, un des pères fondateurs des États-Unis, qui était aussi imprimeur, avait fait transporter une presse au château Ramezay, où il s'était installé avec l'État-major de l'armée américaine. Après avoir pris les places fortes de St-Jean, Chambly, Sorel, Montréal et Trois-Rivières, l'armée rebelle à la Couronne, partie de Boston, avait été défaite à Québec et repoussée. La majorité des habitants ordinaires était restée neutre, n'étant prête à se battre ni d'un côté, ni de l'autre.

Robert Nelson mettra donc sur pied une association clandestine, qui eut ses supporters dans les villes et dans la plupart des villages du Bas-Canada : les Frères chasseurs.

La coordination et l'approvisionnement en munitions de cette association seront défailants en regard de l'immensité du pays, mais les Frères chasseurs passeront à l'action en novembre 1838 et prendront le contrôle de la seigneurie de Beauharnois. Après quoi plusieurs Frères chasseurs retournent aux États-Unis et c'est le 9 novembre qu'a lieu la dernière bataille des rébellions de 1837-1838. Environ 700 Frères chasseurs canadiens et américains s'en prennent aux milices loyales à la Couronne qui se sont organisées dans les villages frontaliers. À Odelltown (Lacolle), les volontaires loyaux se réfugient dans l'église méthodiste. Les patriotes assiègent l'église, mais après quelques heures, des volontaires loyaux en provenance d'Hemmingford et de l'Île-aux-Noix viennent en renfort et les obligent à se disperser. Les pertes sont minimales d'un côté comme de l'autre, mais de nombreux Frères chasseurs sont emprisonnés et plusieurs sont condamnés à mort par un tribunal militaire.

Les chefs patriotes obtiendront finalement l'amnistie et plusieurs rentrent au pays, mais Robert Nelson demeurera aux États-Unis. En 1849, il pratique la médecine en Californie. De retour dans l'est américain en 1851, il s'établit à New York en 1863, où il pratique la chirurgie, entre autres sur ses patients de Montréal et, en 1866, il publie un ouvrage sur le choléra<sup>[2]</sup>. Il décède à Staten Island (New York) le 1<sup>er</sup> mars 1873 et est inhumé au cimetière anglican de Sorel.

Remontons un peu le cours du temps pour suivre maintenant le parcours de son frère Wolfred. Ses hauts faits mériteraient d'être rappelés aux Québécois d'aujourd'hui. Commencée à Saint-Denis, la conversion politique de Wolfred Nelson aux idées réformistes l'amena à se porter candidat à Sorel contre James Stuart, procureur général du Bas-Canada qui était publiquement appuyé par le gouverneur, lord Dalhousie. Au cours d'une

assemblée, Nelson interrompit Dalhousie qui parlait en faveur de Stuart : il l'informa que sa conduite était inconstitutionnelle, le forçant à cesser de s'ingérer dans la campagne électorale. Wolfred Nelson remporta l'élection à l'Assemblée par deux voix, « à l'étonnement et à l'indignation de la partie respectable des habitants », selon la *Montreal Gazette*. Furieux, Stuart multiplia les démarches judiciaires pour faire annuler l'élection, ce qui mit plutôt en lumière sa propre corruption et entraîna, en 1831, sa destitution comme procureur de la Couronne.

Wolfred Nelson ne se portera pas candidat à l'élection suivante de 1830. Il passe plutôt les sept années suivantes à remplir ses devoirs de médecin, à voyager en Europe, notamment en Angleterre pour étudier les institutions médicales, et il met sur pied une distillerie à St-Denis où il est nommé juge de paix. Ses conceptions politiques ne se diluèrent cependant pas à la suite de ses succès matériels. L'assassinat à Sorel de son ami et allié politique Louis Marcoux, au cours des élections de 1834, et l'acquiescement par un jury truqué de celui qui fut accusé du meurtre, déclenchèrent son retour sur la scène publique.

En mai 1837, il organisa la première des nombreuses assemblées des patriotes dénonçant les mesures antidémocratiques mises de l'avant par lord John Russell. À cause du rôle qu'il joua au cours de cette assemblée, Wolfred Nelson fut relevé de ses fonctions de juge de paix. En octobre, il fut porté à la présidence de l'assemblée des six comtés et proposa une résolution dictée par la colère : « ...quand une forme de gouvernement, quelle qu'elle soit, devient destructrice (...) c'est le droit du peuple de la modifier ou de l'abolir. » Le gouvernement riposta en émettant le 16 novembre 1837, hors des procédures légales, des mandats contre Nelson et vingt-cinq autres patriotes, sous l'inculpation de haute trahison. Peu après, Papineau, et O'Callaghan

rejoignirent Nelson à Saint-Denis, où ils décidèrent de résister à l'arrestation, de fournir au peuple des armes et de déclarer l'indépendance du Bas-Canada.

Ce fut ensuite la victoire du médecin de campagne et de sa bande d'artisans et de cultivateurs armés de faux et de fourches contre la brigade du vétéran de Waterloo, le colonel Charles Stephen Gore. Victoire qui électrisa le Bas-Canada et fit de Nelson un héros. Mais Papineau avait quitté le champ de bataille avant cette victoire qui ne fut suivie que de défaites. À peine plus d'une semaine était passée que les défenseurs de Saint-Denis n'étaient plus que six. Certains du retour imminent de Gore, ils s'enfuirent le 1<sup>er</sup> décembre dans les bois. À Granby, Wolfred Nelson se trouva séparé de ses compagnons. Il erra sans nourriture dans les bois pendant dix jours avant d'être capturé par des volontaires près de Stukeley. Il fut amené à Montréal pour subir son procès, n'ignorant pas que la loi martiale avait été décrétée et que la peine encourue pour haute trahison était la mort.

Le procès toutefois n'eut pas lieu. Après avoir passé sept mois en prison, lui et sept autres patriotes furent exilés aux Bermudes, après s'être reconnus coupables, dans une lettre adressée privément à lord Durham, de « rébellion contre la mauvaise administration coloniale ». Et par un autre retournement du sort, le désaveu par Londres de l'ordonnance de Durham permit aux exilés de quitter les Bermudes. Au début de 1839, W. Nelson était parvenu à Plattsburgh, où il ouvrit un cabinet médical et où sa famille le rejoignit. En 1842, un de ses amis devenu procureur de la Couronne, Louis-Hippolyte La Fontaine, fit en sorte qu'il puisse déménager à Montréal, où il poursuivit sa pratique médicale.

Après l'Acte d'union, La Fontaine, qui a été élu premier-ministre du Canada-Est en 1842, mais qui a démissionné, tout comme Baldwin

(premier-ministre du Canada-Ouest) en 1843, à cause du refus de Downing Street d'admettre le principe du gouvernement responsable pour le Canada, demande à Nelson de se porter candidat à l'Assemblée en 1844. Wolfred Nelson, exaspéré par l'intransigeance de Londres, ne se fait pas prier. Élu, il prononce en 1845 son premier discours à l'Assemblée législative du Canada-Uni, en français, comme l'avait fait La Fontaine en 1842, alors que cette langue est spécifiquement interdite par l'Acte d'union. Pendant les sept années suivantes, il est le député de Richelieu, l'interprète anglophone des droits des Canadiens français et un avocat déterminé du principe de gouvernement responsable, c'est-à-dire un gouvernement élu par des Canadiens et redevable aux Canadiens. Ce qui fut obtenu en 1848. Le tandem La Fontaine-Baldwin reprend le pouvoir et offrira à Nelson, retiré de la politique nationale et alors âgé de soixante ans, le poste d'inspecteur des prisons et des asiles. Ce poste, en d'autres mains, aurait pu n'être qu'une sinécure, mais le rebelle a connu de l'intérieur la prison de Montréal et il fera des rapports rigoureux et détaillés. D'ailleurs, il n'a cessé d'être au service de ses concitoyens en tant que médecin. Il soigne les habitants de Saint-Denis en temps paisibles, comme les soldats de la Couronne après la bataille, ses compatriotes en prison, comme en exil les Noirs des Bermudes ou comme les immigrants malades du typhus sur les quais de Montréal.

En 1849, il préside une assemblée convoquée pour s'opposer à la peine de mort, qu'il qualifiait d' « assassinat légal ». À cette époque, un jeune homme de dix-huit ans avait été pendu pour le vol d'une montre en argent.

Il reviendra à la politique, cette fois municipale. Premier maire de Montréal élu au vote populaire en 1854, il perfectionne la réglementation des services municipaux et engage des inspecteurs. Il organise des

mesures de soutien aux démunis pour trouver des logements salubres et met sur pied plusieurs institutions publiques: des asiles pour les aliénés, alors confinés à la prison, pour les aveugles et les sourds-muets. Pour les jeunes délinquants, il organise non seulement un refuge, mais une ferme modèle pour leur réhabilitation. Il publie, à ses frais, en

anglais et en français, une brochure utile à la prévention du choléra<sup>[3]</sup>.

Enfin, notons qu'il recommanda au conseil municipal d'étudier sérieusement la suggestion de l'explorateur et naturaliste James Edward Alexander de créer un parc au sommet du mont Royal.

---

## Notes

[1-2]

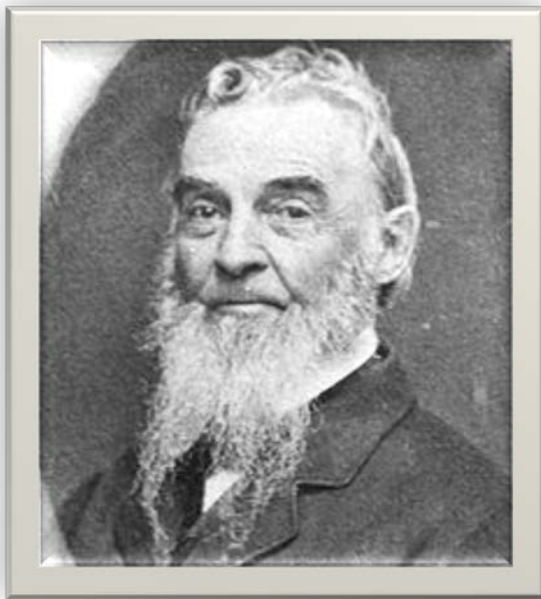
Nelson, Robert, Asiatic cholera: its origin and spread in Asia, Africa and Europe.

[3]

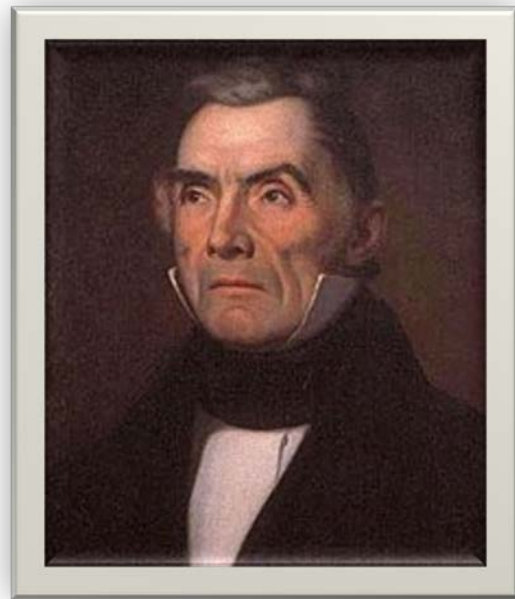
Nelson, Wolfred, Practical views on cholera, and on sanity, preventive and curative measures to be adopted in the event of the visitation of the epidemic.

## Bibliographie

- Dictionnaire biographique du Canada, 1977-2020 Université Laval/University of Toronto (Biographie.ca). Dictionnaire biographique du Canada, vol.10. Université Laval/ University of Toronto (Biographie.ca) .
- Dictionnaire biographique du Canada, vol. 10. Université Laval/University of Toronto. Robert Nelson par Jacques Monet et Yves Roby, révision 1972, (Biographie.ca).



**Robert Nelson**  
Wikipédia



**Wolfred Nelson**  
Wikipédia